



[Mario Monti](#) se porte candidat à la présidence du Conseil sans le dire explicitement. Il ne se présentera sur aucune liste électorale, mais se met en réserve de la République et la disposition du prochain Parlement.

Le Professore n'a nul besoin de se faire lire, tant de sénateur vie. Il ne prendra donc la tête d'aucun parti ni rassemblement centriste lors des élections anticipées des 24 et 25 février 2013. Lors de la conférence de presse intervenue dimanche au lendemain de la démission de son gouvernement et de la dissolution du Parlement, il a présenté un manifeste qu'il offre en partage aux partis politiques. Le titre sonne comme un programme de gouvernement: *Changer l'Italie, réformer l'Europe: agenda pour un engagement commun.* Aux forces qui manifesteront une adhésion convaincue et crédible cet agenda, je suis prêt à témoigner mes encouragements et, si elles me le demandent, les guider. Si les circonstances le voulaient, je suis prêt à assumer les responsabilités que voudrait me confier le Parlement, a-t-il déclaré.

La formulation alambiquée du propos en a dit plus d'un. Elle reflète les hésitations de ces dernières semaines. Le Professore est fortement désireux de se mettre en piste pour défendre ses réformes et les prolonger par une action énergique. Il répugne en même temps à opter pour un camp contre un autre. Dans la manière et le contenu, c'est une montée très inhabituelle mais peine déguisée sur la scène politique - il trouve horrible et dévalorisante l'expression descendre en politique.

Mario Monti veut ramener le débat électoral sur le terrain des idées et des programmes, refusant la compétition des personnes. Il affirme que son manifeste ne s'adresse ni au centre, ni à la droite, ni à la gauche: C'est un agenda *erga omnes* (*qui s'adresse tous*, *NDLR*). Quiconque le trouve intéressant peut s'en saisir.

Le manifeste est construit autour de quatre propositions: maintenir l'Italie dans l' [Europe](#) , relancer la croissance, construire une économie sociale de marché dynamique et changer les mentalités comme les comportements. Il numérote les propositions concrètes et constitue, selon son auteur, une première contribution pour une réflexion commune. Jusqu'au dernier moment, il a subi

des modifications, notamment sur la justice et la nécessité de donner aux femmes un rôle majeur dans la société. Mario Monti n'a pas dit un mot des centristes qui le tirent par la manche en le priant de prendre leur tête. En revanche, il a durement attaqué

[Silvio Berlusconi](#)

- dénonçant les volte-face du Cavaliere, qui lui a proposé un rôle de fédérateur du centre droit avant de le critiquer violemment, déclarant que son gouvernement a été un désastre. Cela reflète un cadre de confusion mentale qui m'échappe, a lancé Mario Monti, qui condamne les propositions populistes de Berlusconi en matière d'abolition des impôts et ses critiques envers l'Europe, qualifiées de dangereuses illusions.

Un pays extraordinaire

Chef d'un gouvernement technique durant treize mois, il se félicite d'être parvenu à surmonter la situation financière dramatique dans laquelle l'Italie était plongée en novembre 2011, sans avoir eu besoin de recourir à l'aide extérieure. L'Italie s'en est sortie la tête haute. C'est un pays extraordinaire, qui a d'immenses ressources, a-t-il lancé, avant d'appeler à ne pas détruire ce qui a été fait en un an. Le Professore a aussi rendu hommage au leader de la gauche, Pier Luigi Bersani, qui brigue la présidence du Conseil. Monti a eu des propos srieux, a répondu celui-ci. Voyons son agenda. Le leader du PDL de Silvio Berlusconi, Angelino Alfano, exclut pour sa part toute forme de collaboration. Monti s'est aplati sur la gauche, affirme-t-il.

LIRE AUSSI:

[Italie: Mario Monti se prépare pour les législatives](#)

[Ces réformes auxquelles Mario Monti a dû renoncer](#)

[Mario Monti, l'homme qui a réformé l'Italie](#)

[Joomla SEO powered by JoomSEF](#)